

Nous observons maintenant une très forte tendance à la hausse du dollar canadien résultant d'un volume considérable d'exportations de matières premières. Le gouvernement est maintenant aux prises avec l'effet de sa propre politique économique des dernières années, et cette tendance constitue une autre condamnation des très mauvaises politiques que le gouvernement a suivies. A cause de ces politiques des 15 ou 20 dernières années, nombre d'industries canadiennes sont dans une position financière des plus précaires. Nous devons également reconnaître qu'à moins que nous ne trouvions rapidement une solution à certains problèmes auxquels le Canada et d'autres pays font face, il est possible qu'une guerre commerciale soit déclenchée. Nous devons faire tout notre possible pour éviter cette guerre. Le Canada doit adopter aussi une position très ferme devant certains de nos problèmes et veiller à ce que notre intérêt soit protégé dans les négociations internationales.

Durant le débat à l'étape de la deuxième lecture, j'ai signalé que les députés devraient prendre note de deux points importants. Le premier est que les politiques économiques suivies par le gouvernement se trouvent maintenant dans une situation lamentable. Le fait demeure que l'une des hypothèses de base sur lesquelles le gouvernement a fondé sa politique économique s'est révélée fautive. L'hypothèse était qu'en fin 1971 et début 1972 un redressement considérable de l'économie américaine profiterait suffisamment au Canada pour que le gouvernement en tienne compte dans l'élaboration de sa politique. Cela s'est révélé totalement faux.

• (4.20 p.m.)

Certes les États-Unis ont fait le nécessaire pour relever leur économie mais les mesures prises n'ont pas été dans l'intérêt du Canada et nous n'en profiterons pas, au contraire. Ceci dénote que le gouvernement a fait fausse route et qu'il n'a pas pensé d'abord aux Canadiens et au Canada comme il aurait dû le faire. C'était une hypothèse erronée et pour laquelle le gouvernement doit être sévèrement condamné.

Deuxièmement, il nous a également été démontré à quel point le Canada dépend de l'économie américaine et du niveau élevé du contrôle étranger sur notre propre économie. Sous bien des aspects nous sommes pieds et poings liés non seulement au point de vue industriel mais aussi au point de vue politique gouvernementale. Si le gouvernement essaie maintenant d'intervenir en matière d'exportation de matières premières, ce qu'il devra certainement envisager, ses décisions affecteront nos relations avec les États-Unis. Nous nous sommes mis au pied du mur. La mauvaise voie dans laquelle le gouvernement s'est engagé a amené le Canada à ne pouvoir faire autrement que de dépendre considérablement de l'économie américaine.

Le parti libéral grimpe maintenant dans le char du nationalisme canadien, comme on l'appelle parfois, mais certaines des déclarations récentes du premier ministre (M. Trudeau) et d'autres porte-parole du gouvernement vont certes sonner creux pour nombre de Canadiens. La population canadienne ne se laissera pas facilement abuser par les déclarations du premier ministre et d'autres selon lesquelles il nous faut maintenant reprendre la

[M. Burton.]

maîtrise de notre économie et présider à notre propre destinée. Comment peuvent-ils le prétendre honnêtement et sans sourciller devant le manque total de politiques de ces dernières années? Le gouvernement a attendu des mois et même des années avant d'énoncer cette politique sur l'emprise étrangère. Je ne pense assurément pas que ces déclarations tardives du premier ministre seront bien accueillies par les Canadiens.

Compte tenu des circonstances actuelles, le gouvernement pourrait prendre, dans l'orbite de sa politique, des mesures qui seraient réellement très profitables aux Canadiens. Qu'il me soit permis de mentionner brièvement des points que le gouvernement devrait sans doute considérer. D'abord, il importe de prendre toutes les dispositions possibles pour abaisser les taux d'intérêt au Canada. Ces derniers jours, le gouvernement a soutenu avoir effectivement pris des dispositions pour les y abaisser et je ne puis le contester, mais, d'autre part, il doit reconnaître qu'il suit toujours une politique d'argent cher. Le ministre des Finances (M. Benson) et d'autres porte-parole du gouvernement ont reconnu que le niveau actuel des taux bancaires et des taux d'intérêt dans notre pays indiquent une politique d'argent cher. Cela, le gouvernement doit l'admettre. Le gouvernement devra prendre d'autres mesures pour faire baisser les taux d'intérêt au Canada et leur cortège de conséquences. Le gouvernement doit aussi veiller à ralentir le mouvement des capitaux au Canada, qui est certainement l'une des causes du déséquilibre de notre taux de change et de l'état de notre balance des paiements.

Troisièmement, le gouvernement doit de toute urgence amorcer des politiques fiscales et monétaires expansionnistes à plus grande échelle qu'il ne l'a fait jusqu'ici. Je suis très déçu que, ces derniers jours, le premier ministre, dans ses réponses à la Chambre, n'ait absolument pas indiqué que le gouvernement était disposé à prendre de véritables initiatives pour remédier au chômage au Canada. Il semble s'intéresser bien plus à donner des coups d'épée dans l'eau qu'à prendre des mesures concrètes menant à des actes.

Quatrièmement, nous devons surveiller davantage les filiales de compagnies étrangères au Canada. C'est une chose qui a été souvent préconisée. Bien des questions ont été posées à la Chambre et des spécialistes renommés, chargés d'études spéciales dans ce domaine par le gouvernement, ont recommandé l'établissement d'un organisme pour surveiller les filiales de compagnies étrangères au pays.

Cinquièmement, nous devons songer à l'établissement d'une taxe d'exportation sélective sur nos matières premières. J'espère que le ministre a remarqué la façon dont j'ai fait cette suggestion: c'est une chose à laquelle nous devons songer. Vu la grande variété de produits, je sais bien que le pour et le contre doivent souvent entrer en jeu, mais c'est sûrement une des questions à examiner sérieusement dans les négociations qu'entreprendra le gouvernement.

Sixièmement, il nous faut trouver des moyens bien précis d'aider les agriculteurs et les pêcheurs dans les circonstances actuelles. Il n'en est nullement question dans la mesure à l'étude et je reviendrai là-dessus tout à l'heure, monsieur l'Orateur.